

Chaque semaine, l'actualité nous prouve qu'entre le dire et le faire, l'écart est phénoménal... Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, assure qu'aucun OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) ne sera différé et nous apprenons qu'à Béziers, un homme avec une OQTF souhaite se marier avec une jeune française... probablement pour avoir des papiers conformes ! Refus du maire, Robert Ménard, et le Procureur revient à la charge en obligeant le maire à s'exécuter... Les lois européennes sont passées par là... Mais si cet homme flanqué d'une OQTF avait quitté le territoire dès sa signification, nous n'en serions pas là, n'est-ce pas Gérard Darmanin ?

Des émeutes se déclenchent après un refus d'obtempérer et la mort d'un jeune de 17 ans au volant d'une voiture à 60 000 euros. Ils brûlent, pillent, saccagent, les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de millions d'euros mais le gouvernement se félicite que ce soit vite arrêté et que le 14 Juillet se soit déroulé dans le calme... Les 100 jours pour apaiser la France sont respectés selon la 1ère ministre, Elisabeth Borne, qui l'affirme sans sourciller et sans... rire.

Le maire de Cannes, David Lisnard, président de l'Association des Maires de France (AMF) dénonce une décision inique de l'État qui met fin à l'hébergement d'urgence de 488 personnes sans que les maires ne soient prévenus, et le préfet assure, sans... rire, que c'est « *pour préserver ses capacités d'accueil pour les publics prioritaires* ». Mais de qui se moque-t-on ? N'est-ce pas une compétence parfois régaliennne que l'Ordre public ? Comment peut-on dire une chose pareille lorsque l'on est un représentant de l'État en fonction ? A juste titre, David Lisnard avait parlé « *d'une situation inacceptable en pleine canicule et synonyme, encore une fois, de transfert de charges vers les communes* ». Parmi les personnes concernées, on retrouve des personnes avec OQTF qui vont se retrouver dans la nature et qui pourront encore une fois, demander à un maire de les marier avec une personne d'origine française, susceptible de leur fournir les papiers nécessaires...

La boucle est bouclée et l'État décidément, ne fait jamais ce qu'il dit avec tant de force devant les médias... Une succession de démissions...

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)